

Jean-Paul Huchon veut faire du passe Navigo un ticket pour sa réélection

Le Monde.fr | 25.11.2014 à 17h01 • Mis à jour le 25.11.2014 à 17h48 |

Par **Béatrice Jérôme** (/journaliste/beatrice-jerome/)



Jean-Paul Huchon et Bertrand Delanoë inaugurent la ligne T3b du tram parisien, le 15 décembre 2012. | LIONEL BONAVENTURE / AFP

Le patron (PS) de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon avance à grands pas vers une nouvelle candidature aux régionales de décembre 2015. « *J'y pense de plus en plus* », confiait-il mardi 25 novembre à l'issue d'un petit-déjeuner devant le cercle Colbert, un groupe de réflexion qui mêle élus, experts et chefs d'entreprise. Ses actes laissent de moins en moins de doutes sur son ambition. « *Il faudrait se déclarer assez vite* », glissait-t-il mardi, en référence au congrès du PS qui devra officiellement donner en juin les investitures pour les régionales.

M. Huchon est en passe d'obtenir « *une victoire* » qui pourrait achever de le convaincre de briguer un nouveau mandat. Le patron de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), Pierre-Antoine Gailly, vient de signer avec lui une lettre adressée lundi 24 novembre à Manuel Valls, demandant la mise en place d'un tarif unique des transports en commun en Ile-de-France.

Lors de sa campagne de 2010, M. Huchon avait pris l'engagement de réaliser le « passe Navigo » avant la fin de son mandat. Cette promesse lui avait été soufflée par Cécile Duflot, tête de liste EELV aux élections régionales il y a

quatre ans. Elle était la clé de voûte de l'accord de second tour entre les listes Huchon et celles des écologistes. Mais la mesure coûte cher.

La région travaille sur un scénario de tarif unique autour de 70 euros par mois. Or, les usagers qui rallient Paris et les confins de la région en transport en commun s'acquittent aujourd'hui de 113 euros pour emprunter le RER ou le métro. Supprimer la tarification actuelle divisée en cinq zones entraînerait un manque à gagner de 500 millions d'euros par an pour le Syndicat des transports en commun d'Ile-de-France (STIF).

Depuis plusieurs mois, M. Huchon fait le siège du gouvernement pour qu'il donne son feu vert à une augmentation du financement dont s'acquittent les entreprises au STIF. M. Valls a donné son accord de principe, sous réserve que les entreprises soutiennent la mesure – pas question pour le premier ministre de susciter une bronca contre une nouvelle hausse fiscale.

[Lire aussi : Grand Paris : Valls veut augmenter certaines taxes pour financer les transports](http://politique/article/2014/10/13/grand-paris-valls-veut-augmenter-certaines-taxes-pour-financer-les-transport_4505018_823448.html) ([/politique/article/2014/10/13/grand-paris-valls-veut-augmenter-certaines-taxes-pour-financer-les-transport_4505018_823448.html](http://politique/article/2014/10/13/grand-paris-valls-veut-augmenter-certaines-taxes-pour-financer-les-transport_4505018_823448.html))

La lettre cosignée par la CCIP et M. Huchon atteste que les patrons soutiennent le projet de M. Huchon. La CCIP se prononce, dans le courrier, en faveur d'un relèvement du versement transport (VT), acquitté par les entreprises de plus de 10 salariés situées près de Paris, de « *0,13 % en moyenne pour les zones 1 et 2* ». Les entreprises de la zone 3 – plus éloignées du centre – ne subiraient aucune hausse.

En contrepartie, le patron de la CCIP demande, dans la lettre à M. Valls, que soit restaurée « *l'exonération de la redevance pour création de bureaux (RCB) sur les opérations de démolition-reconstruction en Ile-de-France* ». Elle avait été supprimée le 1^{er} janvier 2014. M. Huchon souscrit également à cette demande.

Pour le patron de la région, il était crucial de pouvoir envoyer ce courrier dès lundi au premier ministre. Mercredi, la commission des finances de l'Assemblée devrait examiner un amendement d'Olivier Faure, député (PS) de Seine-et-Marne demandant une revalorisation du versement transport. M. Huchon a bon espoir que le gouvernement le soutienne dès lors que la CCIP y est favorable.

Pour achever de convaincre Matignon de l'opportunité de dégager les financements nécessaires au passe Navigo à tarif unique, M. Huchon a cosigné une tribune avec les grands élus de gauche et écologistes de Paris et d'Ile-de-France qui appellent de leurs vœux « *la révolution* » de la tarification, [parue mardi sur Libération.fr](http://www.liberation.fr/politiques/2014/11/25/le-passe-unique-de-transport-une-mesure-de-justice-et-de-progres-social-pour-les-franciliens_1150326) (http://www.liberation.fr/politiques/2014/11/25/le-passe-unique-de-transport-une-mesure-de-justice-et-de-progres-social-pour-les-franciliens_1150326). Parmi eux, Anne Hidalgo, la maire de Paris, Claude Bartolone, le patron de l'Assemblée nationale et Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du PS. « *A l'heure où se manifeste un sentiment de relégation, dans les quartiers populaires comme*

dans les territoires périurbains, qui peut prétendre qu'il est inutile d'offrir à tous un élément d'identité partagée et un service commun ? », écrivent les auteurs. M. Huchon espère pouvoir mettre en place ce tarif unique à l'automne 2015. Quelques mois avant les régionales.

Lire aussi : [Ile-de-France : des « irrégularités » dans l'attribution de subventions](#) (/politique/article/2014/11/14/ile-de-france-des-irregularites-dans-l-attribution-de-subventions_4524014_823448.html)

[Béatrice Jérôme](#) (/journaliste/beatrice-jerome/)
Journaliste au Monde

Suivre